

**Publication de l'étude Accès Territoires n°11 :  
« Les collectivités locales et la crise énergétique :  
vers la transition ? »**

Ce onzième numéro d'Accès Territoires se penche sur **les conséquences de la crise énergétique dans les budgets des collectivités locales**. Afin d'appréhender l'ensemble du sujet, cette publication revient dans un premier temps sur **les raisons de la hausse des prix de l'énergie** et plus globalement sur **le fonctionnement complexe des marchés du gaz et de l'électricité**.

Elle aborde ensuite **les effets induits de l'augmentation des prix de l'énergie, en analysant la réalité, plus hétérogène qu'on ne pourrait le croire, des dépenses et des recettes locales dans ce domaine**.

Il ressort en effet que si **les dépenses directes d'énergie** (combustibles et carburants, chauffage, électricité) **représentent pour l'ensemble des collectivités locales 4,4 milliards d'euros, soit 2,2 % de leurs dépenses de fonctionnement**, des écarts importants existent selon les « profils de consommateurs ». Ainsi, pour les communes le poids est de 4 % en moyenne, contre 0,5 % pour les régions. La situation géographique, l'état d'isolation des bâtiments, les politiques d'économies et d'achats d'énergie sont également autant d'éléments qui exposent différemment les collectivités à la hausse des prix.

Car il est avéré que cette « inflation énergétique » a un impact non négligeable sur les budgets : **sur les 12 dernières années, l'indice des prix de l'énergie et les dépenses directes d'énergie des collectivités suivent un profil d'évolution similaire**, même si les dépenses locales sont moins dynamiques : l'indice des prix à l'énergie a augmenté, par rapport à 2015, de 20 % en 2021 là où les dépenses directes d'énergie affichent + 5,5 %, soit un « effet volume » nettement positif qui semble bien traduire le succès des démarches engagées au cours de la décennie en matière de transition énergétique.

Cette publication souhaite en effet, au-delà d'analyser le risque que fait peser l'inflation sur les budgets, mettre en exergue également **la chance que ce contexte représente en permettant, plus rapidement que prévu, de déboucher sur une véritable transformation des politiques et des pratiques du monde local en matière de lutte contre le réchauffement climatique**. Plusieurs témoignages d'acteurs locaux (Montpellier Méditerranée Métropole, SYDEV, Énerg'iV) sur leur transition énergétique viennent illustrer cette dynamique. Un éclairage particulier est également apporté par la FNTP sur la hausse des coûts de production et leurs conséquences sur les relations financières avec les collectivités locales mais également sur l'accélération de la décarbonation du secteur.

Enfin, à travers cette étude, La Banque Postale souhaite affirmer pleinement son engagement dans la transition écologique et son financement, concrétisé par exemple par la mise en place des prêts verts qui, depuis 2019, ont déjà accompagné, pour plus de 2 milliards d'euros, la réalisation de nombreux projets locaux.

**A propos de La Banque Postale**

La Banque Postale forme, avec ses filiales dont CNP Assurances, un bancassureur européen de premier plan, 11ème de la zone euro par la taille du bilan. Son modèle d'affaires diversifié lui permet d'accompagner 20 millions de clients personnes physiques et morales avec une gamme complète accessible à tous. Filiale du Groupe La Poste, La Banque Postale est une banque de proximité, présente sur tout le territoire avec 17 000 points de contacts dont 7 300 bureaux de poste. Leader de la finance durable, elle figure aux 1ers rangs des agences de notation extra-financière. Avec son plan stratégique « La Banque Postale 2030 », La Banque Postale se fixe l'ambition de devenir la banque préférée des Français, avec une offre intégrée et omnicanale de services de bancassurance articulée autour de trois marques distinctes : La Banque Postale, sa banque au quotidien, Ma French Bank, sa banque 100% mobile et Louvre Banque Privée, sa banque patrimoniale. Forte de son identité citoyenne, La Banque Postale se positionne au service d'une transition juste, répondant aux enjeux environnementaux, sociétaux, territoriaux et numériques.

**Contacts presse :**

France Plasse – [france.plasse@laposte.fr](mailto:france.plasse@laposte.fr) – 06 08 47 75 41

Stéphanie Noel – [stephanie.noel@laposte.fr](mailto:stephanie.noel@laposte.fr) – 06 38 27 32 91